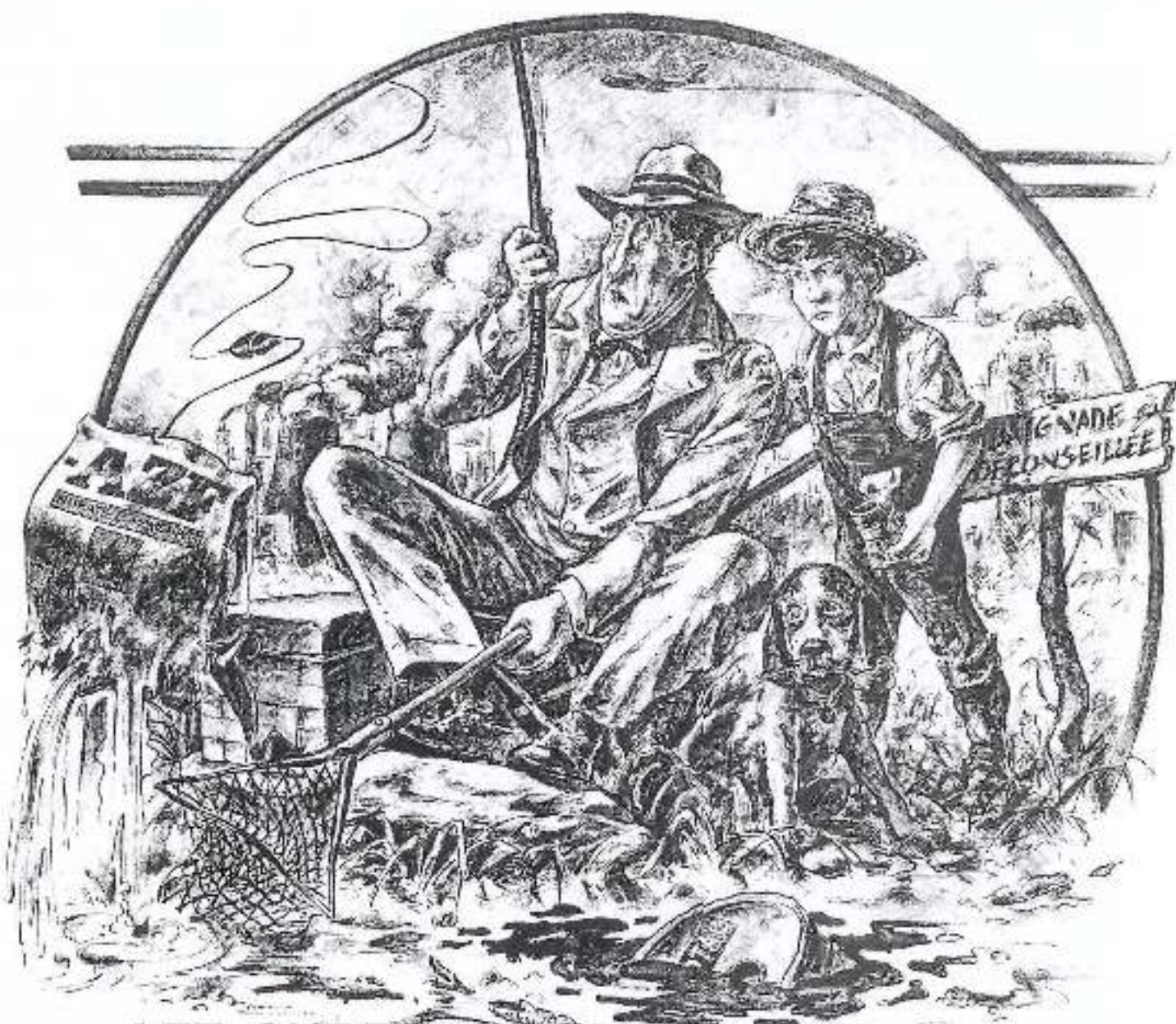


COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

Le Livre de C.N.T. - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro 71 Décembre 01 - Janvier 02 - 10 francs - 1,5 Euros



AZF, SNPE, TOLOCHIMIE, TSOCHEM...

FERMETURE DES USINES DE MORT

La Lettre du C.D.E.S.,
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste,
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,
CNT-AIT
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :

Tarif normal : 50frs

Abonnement de soutien : 100frs ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses :

Secrétariat de l'AIT, AIT, NSF boks 1977,
Vika, N-0121 OSLO, Norvège
CNT, Bureau confédéral, B.P. 511,
64010 Pau Université.
UR Aquitaine : CNT, BP 16,
24650 Chancelade.
UR Méditerranées : CNT,
9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.
UR Normandie : CNT, BP 2010,
14019 Caen Cdx.
UR Paris-Nord : CNT, BP 352,
75526 Paris Cdx 11.
UR Centre : CNT, BP 1303,
37013 Tours Cdx.
UR Est : CNT, C/o CFSL, BP 121,
25014 Besançon Cdx.
Rhônes-Alpes : CNT, BP 223,
38405 St Martin d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor
IMESPL CNT-AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à
titre militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

Le jour où on va se faire le père Noël

Avec un peu de chance, Noël pourrait être fatal... au père Noël ! Avec sa barbe et son burnous rouge et blanc, on dirait Oussama chez les pompiers. Va lui falloir la jouer fine pour se planquer sur les toits et loupoyer entre les drones et les cheminées. Le capitalisme a beau lui avoir trouvé un CDI, par les temps qui courent, t'as vite fait d'avoir une gueule de terroriste. Suffit d'une barbe ou d'un regard trop relevé.

Les flics chialent dans la rue leurs trente cinq heures à nous faire chier. Moi, je suis pour la grève du zèle générale et définitive. S'ils ne l'abattent pas aux abords de la caserne, le père Noël va leur larguer un gilet pare halles, un nouveau flingue, et une dose supplémentaire d'impunité. Attention donc, les temps à venir seront rudes pour les ennemis de l'ordre marchand, les sans papier, les sans boulot, les sans plumards, les sans Noël.

Pour les marchands d'armes, le père Noël est déjà passé... le 11 septembre. Depuis cette date, le prix des actions du cinquième groupe mondial de l'armement (General Dynamics, un chiffre d'affaire de 10 milliards de dollars) a grimpé de 14% ; celui de Raytheon, fabricant de missiles, quatrième groupe mondial avec un chiffre d'affaire de 14,5 milliards de dollars, a fait un bon de 30%. Quand à EADS, le consortium franco-hispano-germanique des vendeurs d'armes européens, dont dépend la SNPE, notre bombe à phosgène voisine d'AZF, on ne connaît pas son dernier bilan financier, mais on sait en revanche qu'en 2001, son chiffre d'affaire a dépassé 6 milliards de dollars. Sixième vendeur d'armes du monde, voilà à quoi participe la SNPE ! Comme le dit, Howard Rubel, un banquier de renom : "les actions de l'armement connaissent actuellement une embellie sur le marché" !

Pour les autres, pour nous tous, Noël risque d'être encore une fois une fête sans père Noël, et sans une tunc. Gare au lèche-vitrines après 20 heures, aux petits paquets cadeaux en forme de cutter, les keufs seront en chasse à l'homme autorisée. De toutes façons, le père Noël, s'il arrive vivant chez nous à Bellefontaine, il sera bourré, comme chaque année. A trop picoler chez les bourgeois en début de soirée, il aura planté sa caisse à la "côte pavée" et paumé les "fenêtres-cadeaux" et les "loyers-cadeaux" du Mirail. Pour les filles d'IFB aussi, ce sera duraille, elles qui se sont fait virer de leur boîte pour avoir dénoncé des conditions de travail dégouculasses et des salaires de misère. Sûr, le père Noël ne leur refile pas de boulot, c'est un capitalo, un collabo.

Chez Karim non plus, le père Noël ne passera pas. De toutes façons, il n'y aura personne. Karim est parti à Alger enterrer son petit frère mort dans la boue pendant les inondations à deux pas d'un égout bouché. Pourtant, avec un peu de malchance, il pourrait croiser le père Noël, parce que le vieux barbu va chaque année faire ses offrandes dans un quartier d'Alger le "Club des Pins", là où festoient les généraux. "Attention Karim, ici t'as pas de papier et là-bas t'as pas fait l'armée... et le père Noël, c'est un indic un saligot, un ennemi de classe, un sale capitalo. Il habite pas près d'AZI lui, et le foldingue en turban ne lui explosera pas le chariot". Alger Toulouse ou Bhopal, si le père Noël passe partout, il doit choisir ses quartiers.

Nous, faut bien le dire, on n'y croit pas au père Noël, ni aux cadeaux des capitalos. Nos cadeaux, faudra se les faire soi-même. Une vraie vie d'homme et de femme dans la dignité et la solidarité, ce sera ça notre cadeau. On veut tous les jours Noël, sans père Noël ni père Fouettard. D'ailleurs, ce jour là, s'il pointe sa tronche le vieux rougeaud, on le braquera. Allez, joyeux Noël ! ♦

AZF : UN BILAN ACCABLANT & DES RISQUES ACCRUS

DOSSIER
TOTAL-FINA-ELF

Par son ampleur et ses répercussions, l'explosion d'AZF se classe parmi les pires catastrophes survenues en France depuis la dernière guerre. Les pouvoirs publics n'ont pas osé en publier un bilan précis et détaillé. Ainsi, le nombre exact de personnes blessées ou traumatisées sur le plan psychologique reste soigneusement caché. Suivant les sources semi-officielles (assureurs...), on parle de 3, 4, 5 000 personnes ou encore plus ; admirez la précision !

DES MORTS, DE LA DOULEUR ET DES LARMES

Parmi les certitudes que l'on peut avoir, c'est tout d'abord qu'au moins trente et une personnes ont été assassinées par cette explosion (30 dans les premiers jours, une par la suite). Agées de 22 à 93 ans, elles étaient soit des salariés travaillant sur le site d'AZF ou aux alentours, soit de simples voisins : lycéens, paisibles retraités, ... Plusieurs d'entre les victimes étaient des précaires, quatre au moins étaient des immigrés (alors qu'une odieuse campagne de calomnie a désigné les immigrés comme coupables), beaucoup de tués laissent des orphelins (huit enfants dans une famille).

Autre certitude : des dizaines de personnes ont été gravement blessées. Alors que rien ne l'empêcherait (pas même le secret médical, en rendant les informations anonymes) aucune liste des principales blessures n'a été publiée. Malgré la discrétion intéressée des pouvoirs publics, nous n'avons eu aucun mal à retrouver les cas de plusieurs personnes affreusement mutilées, rendues paralysées, aveugles (après énucléation chirurgicale), défigurées, sourdes, ou, qui, à la suite d'un coma, ont un lourd traitement anti-épileptique à vie ... Ces mutilations, souvent impressionnantes, touchent aussi bien des bébés que des adultes. Elles ont été particulièrement fréquentes chez les habitants des quartiers les plus proches (Oustalou, Route d'Espagne...).

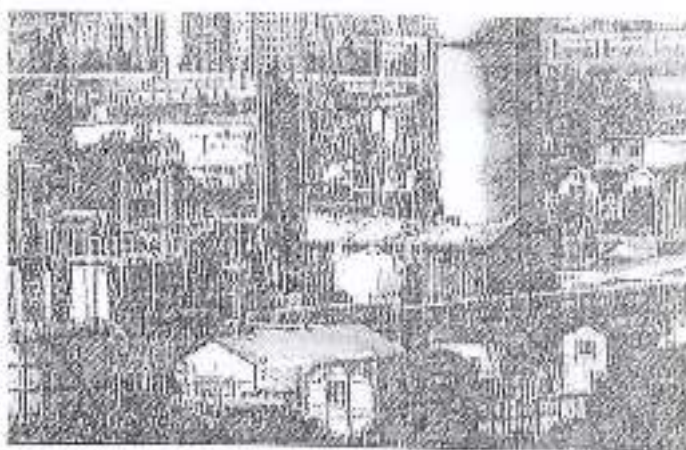
Enfin, plusieurs milliers de personnes ont subi des lésions moindres (ne mettant pas en jeu leur vie) mais parfois

douloureuses ou inesthétiques (des jeunes -garçons ou filles- qui se retrouvent avec le visage balafré) et surtout un important traumatisme psychologique. Beaucoup cumulent : une lectrice s'est retrouvée avec l'oreille à moitié arrachée, une surdité, des vertiges et un traumatisme cervical. Comme nous le disions au début de cet article, aucune évaluation sérieuse n'a été fournie. Ici aussi, c'est le flou complet. La vie des blessés se passe en consultations de spécialistes, de kiné, de soins infirmiers, d'experts pour les assurances... De plus, les traumatismes psychologiques entraînent des conséquences à moyen et long terme. Sur ce plan aussi, nous avons été informés que de nombreuses victimes de l'explosion faisaient maintenant de la dépression, étaient sous calmants, avaient fait des tentatives de suicide ou encore avaient eu des accidents.

COMME UN BOMBARDEMENT

Sur le plan matériel, le plus voyant, ce sont bien sûr les bâtiments. Deux mois après, le site d'AZF est dans un état piteux. Il suffit de passer sur la rocade, qui se surplombe partiellement, pour s'en convaincre. Sur toute sa longueur, l'impression est celle d'un bombardement à feu roulant. Les constructions indus-

trielles sont réduites à l'état de carcasses. Des tonnes de débris, vaguement en tas, jonchent le sol. Les bâtiments autour de l'usine (maisons, bureaux d'EDF-GDF,...) sont crevés dans tous les sens, plus ou moins bouchés par d'immenses bâches bleues. La grande surface décolorée est un tas de ferraille. Les bus de la SEMVAL, (tous ceux qui étaient au dépôt, près du site ont été détruits ou endommagés) ne couvrent toujours pas la totalité du réseau (toujours pas de 1, 11 46, 51, 68, 92 ...). Les vitrines des boutiques ont payé un lourd tribut à l'explosion. Certains commerces, en particulier installés dans des halles, n'ont toujours pas rouvert (magasins de sport...) (1).



Pourtant situé à deux kilomètres, l'Université de Toulouse le Mirail (presque 30 000 étudiants en temps normal) vient à peine de rouvrir. Et il faut voir comment ! On a l'impression que l'Université a été construite sur un champ de mines : les murs évertés ont été ratisolés au placoplâtre, les baies vitrées sont maintenant en contreplaqué. Des bâtiments entiers restent interdits, la grande Arche et la Maison de la Recherche sont menacés d'effondrement. Dans les bibliothèques, les ouvrages sont couverts d'une épaisse couche de poussière (amiante ? autres matériaux de construction dangereux pour la santé ?), des morceaux de verres sont encore plantés dans des livres. Deux lycées professionnels,

SUITE PAGE 4

pratiquement rasés par l'explosion, sont fermés, leurs élèves "transplantés" aux quatre coins de la ville. Le Stadium, le Zénith sont toujours inutilisables. Les piscines du secteur sont fermées, de même que les installations sportives (dont celles de l'Île du Ramier). L'AFPA, complètement soufflée, en a été réduite à passer des communiqués dans la presse pour tenter de reconstituer une liste de ses stagiaires. L'hôpital Marchand offre un aspect lugubre. Ses malades ont été éparpillés jusqu'à Bordeaux, éloignés de leurs familles. Le personnel a dû se battre pendant des semaines pour que le devenir des malades (il s'agit d'un hôpital psychiatrique) soit un peu pris en considération...

Les destructions partielles s'étendent sur plusieurs kilomètres. Par une bizarrerie de la physique des ondes et de la résistance des matériaux, des bâtiments, des appartements intacts voisinent avec des façades enfoncées, des toits crevés. Les dégâts sont impressionnants sur les petits pavillons ouvriers autour de l'usine (certains ont été traversés par des barres de fer projetées de l'usine par l'explosion). Beaucoup sont encore totalement inhabitables. Dans les cités (ce sont bien sûr des HLM et autres habitats pour ouvriers et personnes modestes qui ont été construits au fil des ans près du site) on ne compte pas les façades enfoncées, les cloisons effondrées, les carrelages décollés, les portes bloquées, les fenêtres éventrées... Beaucoup d'ascenseurs ont été inutilisables, certains le sont encore, ce qui indique que les bâtiments ont beaucoup "bougé" et sont peut-être dangereux.

Plusieurs semaines après l'explosion, de nouvelles dégradations apparaissent. Ainsi, lors de la mise en route des chauffages collectifs, des fissures imperceptibles des tuyauteries et des radiateurs ont provoqué des inondations dans les parties communes ou les appartements.

Moins impressionnante que les bâtiments : la destruction des objets du quotidien est tout aussi handicapante.

Avoir un appartement ravagé par l'explosion, cela veut dire, selon les cas,

ne plus avoir de machine à laver, de gazinière, d'armoires, de fauteuils, tables, vêtements, rideaux, avoir les moquettes arrachées, ... Même avec les factures, les assurances ne remboursent pas la valeur d'usage de l'objet, mais une valeur résiduelle (2).

C'est ainsi que des familles se retrouvent au milieu des courants d'air, avec des bâches qui font un bruit d'enfer dès qu'il y a du vent, sans pouvoir faire décentement leur cuisine.

A ajouter sur le plan matériel : de nombreuses voitures ont été détruites ou endommagées. Là aussi, les assurances rembourseront ce que bon leur semble, et leur propriétaires se rendront au travail en transports en commun ... s'ils existent. (3).

TOTAL-FINA-ELF DOIT PAYER

Tant qu'on parle des assurances ; il est certain que les dégâts matériels ont un coût. Mais, pourquoi serions-nous en même temps les victimes et les payeurs ? En effet, si les dégâts sont remboursés par des assurances, c'est finalement nous tous (à travers l'augmentation des primes qui a déjà commencé) qui payerons, de même si ce sont les collectivités publiques (nous payerons à travers nos impôts). Il est clair que les dégâts doivent donc être remboursés par le groupe Total-Fina-Elf sur ses bénéfices (qui sont considérables). Autre point : le matériel, passe encore. Mais l'humain ? Tout n'est pas dans la vie une question d'argent. Tout ne se vend pas, ne s'achète pas. Les responsables de Total-Fina-Elf nous doivent aussi un dédommagement sur ce plan, sur le plan moral, sur celui de nos souffrances (4). C'est peu de dire qu'ils ne se sont pas sentis obligés de le faire à ce jour. Or, la population des quartiers aura à tant de choses à leur dire...

31 MORTS CETTE FOIS, 300 000 LA PROCHAINE ?

AZF, ce n'est pas fini, puisque même après que le site ait été "sécurisé", nous avons continué à respirer des vapeurs

diverses. Le 29 octobre, ce sont plus de 9 tonnes d'ammoniac qui ont été déversées dans la Garonne avec les conséquences que l'on sait : destruction de milliers de poissons, arrêt des stations de pompage qui approvisionnent en eau potable les villes situées en aval de Toulouse...

Et surtout, il y a un aspect dans ce bilan, encore provisoire, qu'il ne faut pas oublier : c'est l'augmentation du risque. La présence d'un site chimique aux portes d'une ville fait courir aux habitants un grave danger. Mais la persistance d'une partie de ce site après une explosion de cette ampleur constitue plus qu'une non-assistance à personne en danger : c'est un crime potentiel. Quand on voit l'ampleur des destructions à distance, comment ne pas penser que les autres usines chimiques autour d'AZF ont été gravement secouées et offrent encore moins de garanties qu'elles n'offraient avant ? Comment ne pas penser que, malgré les vérifications et l'entretien dont on nous assure (mais on nous l'assurait aussi avant l'explosion pour AZF) des tuyaux, des cuves peuvent être fissurés, des structures atteintes, des négligences exister ? Une fuite du phosgène de la SNPE assassinerait tous les humains sur un rayon d'au moins 5 km. L'application la plus élémentaire du "principe de précaution" impose la fermeture immédiate et définitive de l'ensemble du site.

(1) Curieusement, la Chambre de Commerce, qui a organisé une "marche orange" contre la petite délinquance n'a pas cru bon, à notre connaissance, d'organiser la moindre marche contre AZF. Pour être que la Chambre de Commerce n'a pas entendu l'explosion ?

(2) Un très beau carapèze de cuir, acheté par une famille argoise de 15 000 francs pour le mariage est remboursé par les assurances ... 700 francs, malgré son état neuf, 15 ans après.

(3) Aller par exemple des Pradettes travailler à Fecampillet en transport en commun est un vrai plaisir.

(4) Les dirigeants de Total-Fina-Elf manquent certainement normal d'un gosse qui détruit une voiture soit envoyé en prison. Alors, que pensent-ils du sort qui devrait être réservé aux responsables de la destruction de quartiers entiers, de véhicules par dizaines, et de 31 morts ? ♦

LES POUVOIRS : INCAPABLES DE PREVENIR, GERER & REPARER

ISSUE
TYPAL-FINA-ELF

Mairie (centre-droite / droite / extrême-droite), Gouvernement et Département (socialistes, communistes, verts), Région (les mêmes plus les trotskistes) se renvoient la balle de la responsabilité. Il est facile de les mettre tous d'accord : comme le problème AZF (ex ONIA) n'est pas nouveau mais existe depuis quelques 80 ans, tous ceux qui se sont succédés aux différents échelons du pouvoir depuis portent leur part de responsabilité.

INCAPABLES DE PREVENIR

Longtemps, les pouvoirs publics (ou l'entreprise, qui, étant publique, était sous leur contrôle direct) ont affirmé qu'il n'y avait aucun danger. Par la suite, le site (avec une petite zone d'habitation, ridiculement petite, autour) a été classé Seveso. Dans ce temps là, on nous affirmait que toutes les mesures de sécurité étaient prises, et que, si vraiment par le plus improbable des cas, il y avait le moindre danger, il suffisait de se confiner chez soi, selon les indications d'un petit dépliant mis par la Dreire (le service officiel chargé de la prévention) dans les boîtes au lettres du quartier. L'histoire a tragiquement démontré le mensonge des pouvoirs publics et le caractère dérisoire de leur protocole de survie : impossible de se confiner dans des bâtiments fissurés, aux vitres explosées...

Renseignements pris, il paraît que les spécialistes en sécurité d'Elf, de la Préfecture, du Gouvernement n'avaient jamais pensé que ça pouvait exploser ! Heureusement pour la population, les gaz libérés par l'explosion n'étaient pas dangereux (ou pas suffisamment nocifs) pour cette fois. Cette incapacité à prévenir le risque (et même tout simplement à le penser) en dit plus sur la réalité de ceux qui nous dirigent que de longs discours.

Leur attention sur les dangers avait pourtant été attirée depuis des années par des militants (dont certains de la CNT-

AIT - voir notre précédent numéro). Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas, tout comme aujourd'hui ils savent le risque que nous fait courir la SNPE.

INCAPABLES DE GERER

Le jour de la catastrophe a été un jour de pagaille épouvantable. L'incurie des pouvoirs publics a été à son comble.

Les pompiers, les secouristes, les professionnels de santé (libéraux comme hospitaliers) se sont défoncés pour répondre aux urgences, mais ils ont travaillé dans des conditions lamentables : manifestation, la police n'avait même pas pensé à régler la circulation aux principaux carrefours de la ville ! Résultat : des bouchons inextricables à n'en plus finir et l'impossibilité de circuler, même pour les véhicules des pompiers.

La préfecture n'a pas pensé non plus à réquisitionner une radio pour donner au fur et à mesure à la population les informations indispensables. Les médias audio-visuels n'ont diffusé les premières heures que des bribes d'information, souvent en boucle, parfois totalement fausses (créant ainsi des paniques "à la bombe" dans toute la ville). Résultat : les gens se sont précipités sur les téléphones. Toutes les lignes ont été saturées. Il était impossible d'appeler du secours en cas de besoin. Dans de nombreux lieux, aucune consigne de sécurité ni information n'est parvenue. Quand elles sont arrivées, ça été de façon contradictoire : aux Pradettes, des policiers ont voulu obliger les gens à évacuer leurs appartements

(qui ne menaçaient pas de s'effondrer) alors que la radio rappelait pour la cinquième fois les consignes de confinement !

Aucune sirène ne s'est déclenchée contrairement à ce qui est prévu par tous les plans. Il paraît que la sirène d'AZF avait sauté. Un comble pour un outil majeur de sécurité ! Il paraît aussi qu'on n'avait pas prévu qu'elle puisse être en panne. Mais il y a des sirènes sur les principaux bâtiments publics. On les entend le premier mercredi de chaque mois à midi. Le 21 septembre, on n'en a entendu absolument aucune.

Tantôt les pouvoirs publics demandaient aux médecins de se rendre au Capitole, puis de ne plus y aller, puis perçait avec les psychologues... En gros, tout ça montre qu'ils ne savaient ni ce qu'il fallait faire ni comment. Rien n'était réellement prévu, et l'incapacité des pouvoirs publics se serait révélée désastreuse sans l'extraordinaire sang froid et la solidarité de tous ceux qui, spontanément, se sont affairés à tirer les gens des décombres, à transporter comme ils l'ont pu les blessés vers les hôpitaux, à retrouver les enfants perdus, les personnes âgées désorientées...

INCAPABLES DE REPARER

Tout ou presque reste à faire. Deux mois après, les pouvoirs publics -tous confondus- n'ont toujours pas été fous de prendre les choses en main, c'est-à-dire de faire les réparations dans les habitations. Ils ont fait réparer le Conseil régional. Ils ont implanté (derrière le parking du Casino...) quelques abris préfabriqués (avec un toit en V dessus, pour faire maisonnette), nettoyé les gravas, et pour le reste... débrouillez-vous avec votre propriétaire. Les experts sont passés, une fois, deux fois, parfois trois, des photographes aussi, des visiteurs variés... Résultat des courses : au mieux on nous a mis du plexiglas et reclosé la boîte des volets roulants, ces derniers restants coincés en haut ou en bas ! ♦



LES POUVOIRS : CHAMPIONS POUR ETOUFFER LA REVOLTE

Incapables de prévenir, de gérer, de réparer, les pouvoirs publics se sont révélés des champions pour dégonfler la colère de la population, en divisant pour régner et en encadrant pour manipuler.

DIVISER POUR REGNER

Il est vrai que les pouvoirs ont joué sur du velours : beaucoup de personnes ont été littéralement sidérées par l'explosion (certains blessés ont même été dans l'incapacité de faire des déclarations d'accident du travail !), et beaucoup d'autres ont été plongées dans la déprime.

Tout de suite, une aide financière a été débloquée : 2 000 francs par sinistré, 1000 francs de plus pour la première personne à charge... Pour ceux qui ont tout perdu, le montant est dérisoire, mais indispensable à la survie. Entre les queues à la CAF pour faire le dossier, revenir parce qu'on n'a pas pu passer à temps, l'entretien avec l'assistante sociale, retrouver les papiers qu'elle vous demande, les rapporter, refaire la queue pour aller chercher le chèque... ça vous pompe de l'énergie quand vous êtes choqué et que vous vivez dans des conditions épouvantables. Si vous êtes célibataire, vous recevez enfin vos 2 000 francs. Un soutien ridicule par rapport à ce qu'ont touché les flics (30 000 francs), qui n'ont pourtant été d'aucune utilité ! Manifestement, tout toulousain ne mérite pas le même soutien. Tant d'inégalité, ça vous coupe les pattes.

Certains sont relogés, d'autres pas. Sur quels critères ? Mystère. C'est au cas par cas. De même, on vous a dit que la taxe d'habitation serait revue. Et quand vous la recevez, c'est la même que l'an dernier. Vous rétiez pas dans les bons cas. Alors, rebelote, la queue aux impôts, il faut s'expliquer, sortir de nouveaux papiers... Les impôts pouvaient pas savoir que votre immeuble était sinistré ? Ils devraient lire le journal ! (1) Et les assurances, il faut retrouver les factures... et tout est comme ça, vous y passez

vos journées. Si vous travaillez, où trouver le temps pour faire les papiers, les réparations urgentes, la bouffe ?... Et si vous êtes déprimé (il y a de quoi), tant de complexité, de paperasserie inutile vous pousse soit à tout abandonner, soit à ne plus vous occuper que de vous, pour vous en sortir, comme si les autres n'existaient plus.

ENCADRER POUR MANIPULER

D'abord, encadrer les esprits : cela a été le rôle essentiel de la rumeur. En lançant et en entretenant la rumeur selon laquelle il se serait agi d'un attentat commis par un musulman (traduisez : un arabe), une fraction du pouvoir a réussi à disqualifier la revendication d'une bonne partie des sinistrés (qui parfois se sont sentis obligés de se "justifier" !), à créer une fracture supplémentaire entre les victimes (certains ne parlent plus à leurs voisins arabes), et surtout à détourner la colère qui commençait à se cristalliser sur Elf.

Pour ceux qui ne se sont pas laissés tromper par ces manœuvres diffamatoires, le grand jeu a été sorti : l'encadre-

mant du mouvement populaire de révolte par les militants professionnels. Comme nous l'écrivions dans notre précédent numéro, les grands partis étaient absents de la première manifestation, le 24 septembre, mais, qu'on nous permette de nous citer : "ils ont leur joker : la LCR". Ce joker a bien travaillé, il a permis à ses alliés de gauche (c'est-à-dire du pouvoir d'Etat) de revenir sur le devant de la scène pour noyer la revendication populaire dans les manifestations officielles.

Les trotskistes servent aussi de cheval de Troie dans le collectif "Plus jamais ça" (qui regroupe des gens sincères mais aussi des vieux requins) pour avancer des revendications "raisonnables" (par exemple... la réouverture partielle du site I).

L'organisation de débats par le gouvernement (le premier à Toulouse, le dernier à Paris) pour "décider" de ce qu'il convient de faire du site entre dans la même logique : nous fatiguer, nous endormir pour rouvrir les usines de mort comme s'il ne s'était rien passé.

(1) Dans les immeubles sinistrés, même si par cas votre appartement n'a pas été touché, les infrastructures collectives (ascenseurs, chauffage, portails, électricité...) l'ont été et vous en avez les répercussions au quotidien. ♦

HALTE A LA CALOMNIE

Trois minutes de silence dans toute l'Europe pour les New-Yorkais, pas une seconde pour les Toulousains ! Bravo la considération des pouvoirs publics !

Pire, un toulousain, assassiné dans l'explosion a été victime de calomnies persistantes. Parce qu'il portait un nom d'origine tunisienne, on l'a accusé sans preuve. Son nom a été traîné dans la boue. Son domicile a été perquisitionné... tout ça pour dégager la responsabilité d'AZF et des ses assureurs.

Nous nous sommes tous sentis concernés par ces attaques ignobles contre un travailleur, décédé, victime du capitalisme.

La CNT-AIT a tenu à écrire à sa famille pour lui témoigner sa sympathie dans cette épreuve et s'associer à la dénonciation de cette campagne de calomnies et de rumeurs racistes. ♦

UNE LUTTE LONGUE ET DIFFICILE

DOSSIER
TOTAL-FINA-ELF

Toulouse est en lutte, c'est une lutte longue et difficile, c'est une lutte pour la suppression des usines de mort, comme la SNPE, et pour la réparation des dommages causés aux victimes par le capitalisme.

C'est une lutte longue parce que le pouvoir politique "joue la montre" et veut que l'on oublie, parce que le pouvoir économique joue le pourrissement pour moins payer et pour continuer ses profits.

Dès le 21 Septembre au soir, nous dénonçons les coupables : le groupe Total et la logique capitaliste. Puis la CNT-AIT dans le tract "Vous accusez", diffusé à 5000 exemplaires le 29 septembre, donnait sa position en avançant deux axes majeurs autour desquels allaient d'ailleurs se cristalliser deux mois de manifestations diverses :

1° Réparation immédiate et complète des dommages subis, que le groupe Total-Fina-Elf doit payer

2° Fermeture immédiate et définitive des usines de mort, des sites classés SEVESO et des centrales nucléaires.

Après la période de deuil et de choc, les militants toulousains ont ainsi commencé à se faire entendre et ont encouragé la mobilisation et l'organisation à la base dans les quartiers. Dans cette optique, nous avons par exemple aidé une action des habitants d'Empalot, organisé deux réunions publiques, plusieurs affichages et la diffusion de 10 000 exemplaires de "Un autre futur" dans les boîtes aux lettres des quartiers. En même temps, nous participions aux différentes manifestations organisées par le collectif "Plus jamais ça". Ce collectif, revendiqué sur Internet par les misérables politiciards qui collaborent aux différentes instances dirigistes de ce pays, est traversé par d'importants clivages qui, au départ peuvent désorienter, mais qui en fait sont dus au rôle important de levier de ce collectif. Il est évident qu'aujourd'hui, ceux qui veulent freiner l'action de la population toulousaine doivent freiner ce collectif de l'intérieur. C'est pourquoi d'un débat à l'autre, d'une action à l'autre, apparaissent de grandes différences à la fois et dans la conception et dans le discours.

Il y a eu des actions virtuelles et à

visées médiatiques, menées par les politiciens (comme le 19 octobre) et d'autres actions plus intéressantes comme celle du 21 Novembre.

Dernière contradiction en date, dans laquelle on reconnaît la griffe des gauchistes : l'appel à une mobilisation massive le 8 décembre ... alors que Jospin est présent à Toulouse le 30 novembre pour discuter de l'avenir du pôle chimique. Le 30, il n'est prévu que quelques actions,



Ce clivage au sein du collectif est dû à deux facteurs qui font contrepoids aux politiciens : la présence active de libertaires et d'écologistes (non verts) très clairs sur la dénonciation du mode de production capitaliste d'une part et l'arrivée au sein du collectif de sinistrés regroupés en associations d'autre part. Ainsi, à l'intérieur de ce collectif, la voix de ceux qui demandent la fermeture du pôle chimique est de plus en plus appuyée par ce seul et simple fait : les toulousains veulent majoritairement la fermeture du pôle chimique AZF, SNPE et TOLOCHIMIE.

A cette demande, les militants syndicalistes, trotskistes, verts, socialistes et communistes, vont opposer différentes

manœuvres pour permettre de gagner du temps (1). La principale est de séparer la revendication des réparations des dommages de celle de l'exigence de la fermeture définitive. Avec le plus grand culot, ils font semblant de demander publiquement à l'Etat et aux pouvoirs publics (c'est-à-dire à eux mêmes, puisqu'ils sont les chefs absolus des trois principaux pouvoirs : étatique, régional, départemental) de bien vouloir agir, vite ! Ils organisent des débats avec des politiciens (dont Simon, minorité municipale, présent le 11 novembre 2001 à Basso Cambo) qui sont opposés à la fermeture du site. Ils organisent des chahuteries politiciennes où chacun des partenaires (des complices ?) au pouvoir se renvoie la balle...

A chaque fois que des sinistrés eux-mêmes évoquent la nécessité d'en finir avec la bombe à retardement qu'est la SNPE, on leur répond qu'il est urgent pour eux de ... demander des fenêtres. Notons, encore une fois, que ceux qui se concentrent sur le seul problème des fenêtres sont aussi les amis de ceux qui ont le pouvoir de les placer et qui ne le font pas !

Alors pourquoi tant insister sur les conséquences ? Conséquences que l'on cultive par ailleurs, comme si la France ne possédait pas le moyen de réparer en huit semaines quelques milliers de portes et fenêtres, pour parler au plus pressé sur ce plan ! Pourquoi tant d'obstination à ne pas vouloir agir aussi sur la cause ?

Dans cette contradiction interne au collectif, après la gauche et l'extrême gauche, les syndicats vont montrer concrètement leur vrai visage et monter au créneau au nom de la défense de l'emploi. Nous les verrons, les uns le 19 octobre, faire semblant de réquisitionner un balcon avant de le rendre au bout de 30 minutes à son propriétaire. Nous pourrions entendre les autres, des syndicalistes CGI, FO, s'accrocher à la thèse de l'attentat au mépris de l'honneur de toute une famille d'ouvriers touchée par

SUITE PAGE 8

le deuil. Puis les entendre clamer le 25 octobre que les salariés ont confiance dans "leur entreprise"... même après l'explosion du 21 Septembre.

S'accrocher à la thèse de l'attentat, c'était s'allier aux thèses racistes et vu-len-guerre de la droite la plus sale. Quant à clamer la confiance dans "leur" entreprise, c'est toucher le fond de la collaboration avec le patronat.

CANNIBALISME ECONOMIQUE

De multiples débats publics ont lieu avec les "syndicalistes". Chaque fois, ceux-ci offrent leur vision étroite de la défense de l'emploi. Les toulousains parlent de *pourquoi produire* et de *pour qui produire*. Questions à combien intéressantes pour de véritables syndicalistes. Et comme réponse, les syndicats traditionnels ont comme unique argument : préserver l'emploi.

Industrie nucléaire ? Il faut préserver l'emploi. Armement ? Il faut préserver l'emploi. Bombes chimiques ? Préserver l'emploi ! Ce sont de véritables professionnels de la répétition tragique. Nous entrons avec eux dans la culture de la production de richesse grâce à la destruction de nos vies, destruction compensée dans leurs esprits corrompus par la simple évocation de la taxe Tobin.

La culture du cannibalisme économique au nom de l'emploi et la répartition des miettes (salaires de misère, taxe Tobin, RMI...) entre les survivants, il fallait oser le dire. Ils le disent et ils le répètent depuis des mois !

De la part de ces "syndicalistes", pourquoi tant d'abnégation à se montrer aussi proches des patrons aux yeux de tous ? Cette abnégation est à la hauteur des enjeux. Le capitalisme, dont Total-Fina-Elf est un fleuron, joue ici une partie serrée. Certes, il doit dévoiler localement le jeu des pseudo-syndicalistes qui le défendent bec et ongles au lieu de se ranger du côté du peuple. Mais, en même temps, il y gagne ce que, en pleine période d'apologie du principe de précaution, n'ont pas gagné les éleveurs lors de l'épisode de la fièvre aphteuse. Là où le principe de précaution justifiait l'intervention militarisée d'un Etat omnipotent, massa-

creur à bon compte de bestiaux souvent parfaitement sains, le groupe Total-Fina-Elf y gagne le débat. Débats avec les syndicats, débats avec les élus, débats du préfet et de Jospin. Que n'ont-ils dénoté avec le simple fermier avant d'abattre ses moutons ?

Visiblement, ce qui était bon pour le petit éleveur ne l'est pas pour le groupe capitaliste. Et ici on ne respecte ni le principe de précaution (combien de morts de fièvre aphteuse ? ZERO. Combien de morts à cause des usines Seveso et nucléaires ?) ni le principe d'égalité. L'enjeu de ces débats n'étant rien moins que nous faire accepter les risques industriels et nous convaincre au sacrifice pour le bien des grands patrons.

UN "DEBAT" PARFAITEMENT VERROUILLE

Sur ce point, lisons ce que dit un des membres du "collectif plus jamais ça" le 18/11/2001 : *"Le débat que nous propose Mr Jospin est en fait très verrouillé : il doit nous amener à des choix qui sont déjà dans les cartons du gouvernement et des industriels ... A Toulouse, l'explosion d'AZF nous donne droit, en plus, à une journée préparatoire et à un débat de deux heures sur le pôle chimique. Cela permettra à Mr Jospin de dire qu'AZF ne reprendra pas. Mais pour la SNPE, quoique très fragilisée par l'explosion et le scandale des permis de construire, son sort reste lié à la pression des Toulousains dans la rue et dans les*

débats".

On ne saurait mieux dénoncer la mascarade de la démocratie menée par le capitalisme et le rôle du rapport de force dans la lutte. Ce rapport de force, il est évident que les politiciens ET LES SOLDISANT SYNDICALISTES tentent de le saper et de le réduire au minimum de l'intérieur même du collectif par des manœuvres et des interventions tendant à faire diversion et à diviser la population. Ils ne reculeront devant rien pour imposer la vision du patronat et défendre les intérêts des puissants. Ils ont déjà essayé de donner du crédit aux pires ragots, de calomnier des morts et de diffamer des militants sincères, ils ne s'arrêteront pas là. Les militants de la CNT AIT, s'ils ne participent pas au collectif "plus jamais ça" car ils n'aiment pas côtoyer les politiciens et les élus qui ont l'aplomb d'y traiter, se rangeront dans cette affaire aux côtés de ceux et celles qui luttent à la fois pour la réparation des dommages et pour qu'il ne se reproduisent plus.

De plus, nous pensons que si nous ne voulons pas être les victimes du capitalisme comme nous l'avons été le 21 septembre dernier, nous devons en sortir définitivement par la révolution sociale et libertaire.

(1) C'est une habitude : Socialistes, communistes, verts et le gouvernement qu'ils composent après avoir usé les protestataires viennent d'imposer l'ouverture d'un aéroport à Châlons contre l'avis des populations, comme ils ont imposé la réouverture aux camion de tunnel du Mont Blanc. ♦

SOUSCRIPTION DE SOLIDARITE ET ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Nous remercions nos lecteurs des sommes reçues à la suite de notre appel à la solidarité. Une troisième liste, comprenant les derniers chèques arrivés sera publiée dans le prochain numéro.

LISTE N°1. André A. 100 / Aïda R. S. 100 / Amélie et Dominique 1100 / Antoine M. 100 / Aurene M. 150 / Brigitte D. 100 / Bruno G. 100 / C.F. et P. K. 250 / Carmen M. 50 / Charité T. 250 / Christian A. 200 / CNT Marseille 200 / Félix 150 / Frédéric W. 100 / Gérard K. 50 / Henri C. 200 / Jacqueline E. 655 / Jacques W. 120 / Jean-Louis B. 50 / Jean-Pierre G. 100 / Jean-Pierre L. 100 / Jean-Pierre R. 500 / Jean S. 200 / Jean S. 200 / Joël D. 400 / José X. 200 / Nicole 100 / Olyvia M. 1000 / Pascal P. 500 / Paul R. 100 / Rachida L. 100 / Régis B. 200 / Robert E. 200 / Sylviane C. 50 / Vincent L. 5000 / Xavier 3000 / Xavier P. 200. Liste N°2. Boris F. 200 / Marc J. 50 / Jean-Yves 150 / Jacques S. 150 / Robert B. 50 / CNT Perpignan 100 / Alain D. 300 / Monique C. 150 / CNT Savoie 1000 / Gérard R. 100 / Estier B. 200 / Ghislaine A. 500 / CNT Paris 300 / Vincent H. 250.

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont manifesté leur solidarité morale ou matérielle ainsi que toutes celles qui nous ont adressé des informations grâce auxquelles les articles du dossier ont été rédigés. Nous nous excusons de tout ce que nous n'avons pas pu publier faute de place. A tous un grand merci. ♦

Les manifs par tous les temps

Les manifs, c'est comme le temps. Il y a des jours avec soleil et des jours sans. Les manifs d'automne, ce sont les pires. Le ciel change de gueule en quelques heures, ça passe du coin de ciel bleu au crachin en un rien de temps, ça change rien à la saison, mais dans le fond ça donne du piquant à la vie, de l'imprévu, du contre temps. Au boulot, ça ne change jamais. C'est toujours gueule d'enterrement, grande gueule et gueule de con. A la vie c'est pareil, c'est toujours pareil, des vitrines qui brillent, des pères Noël payants et mes poches sans rien dedans. Y'a que le temps et les manifs pour changer les idées et le cœur du militant.

En Octobre, j'ai connu ça, un changement de temps en un week end, en un rien de temps. J'avais attaqué le Vendredi soir par une manif sous un sale temps. C'était une manif de "plus jamais ça", le collectif des sinistrés d'AZF piloté d'une main ferme par la LCR, la Ligue de Contrôle des Révoltés. Ils appelaient à un énorme rassemblement devant le capitol pour gueuler contre le manque de relogement. On était un tout petit mille à battre le pavé devant le château du Capitole avec ses vitres d'un autre temps. Avec quelques copains et copines, on a distribué un tract de la CNT réclamant la fermeture définitive du site chimique, et puis je ne sais pas ce qui m'a pris - trop de temps ou temps à perdre ? - je me suis mis à suivre le cortège qui entrait l'inévitable tour en centre ville derrière les banderoles et un vieux car d'écoles puant le gaz d'échappement. Il se murmurait qu'il y avait une surprise à l'arrivée... une réquisition ! La LCR allait-elle enfin faire la révolution ? Wahoo ! En guise de réquisition, après une petite heure de marche parmi les passants indifférents qui prenaient leur temps, on arrive à Esquirol et on apprend que la réquisition est symbolique. C'est

tout nouveau, c'est épatant ! Une réquisition symbolique, c'est un vieux bâtiment que les gradés de la LCR réquisitionnent à votre place, mais que l'on ne peut pas occuper, ni même visiter parce qu'il y a le service d'ordre "spécial LCR" à la porte d'entrée. On peut admirer les gradés qui saluent la foule, graves et solennels à la fenêtre, on peut boire un coup pour 10 F, et manger un sandwich pour 15 F au pied de l'immeuble symbolique. L'avantage avec les symboles, c'est que cela résiste au temps. Les sinistrés eux -qui entre nous, soit dit en passant, se font de plus en plus rares dans ces manifestations dérisoires- n'ont pas eu le temps de venir voir le symbole. Avec ce mauvais temps qui arrive, ils leur fait s'occuper des papiers et des démarches pour quelques francs. La nuit fut froide et agitée, je me réveillais tout le temps. Je rêvais d'orage, de bâches déchirées et de Capitole sans fenêtres. Le lendemain, il faisait froid, mais le soleil était là. Alors symboliquement, en allant place du capitol pour une manif contre le Nucléaire, j'ai pris mon temps pour admirer en passant devant AZF le soleil reluisant sur les poutrelles enchevêtrées du vaste champ de bataille. Effroyable, fascinant, ce squelette du capitalisme effondré... Tout un symbole... avec des morts dedans. En arrivant au Capitole, c'est épatant. Plus de 8000 personnes et pleins de drapeaux rouges et noirs qui battent au vent. Au milieu de la place, la bourgeoisie toulousaine de gauche s'est habillée en tenue des

champs. Greenpeace et les verts font dans le symbole, dans le message ludique et si peu dérangeant. Monument en boîtes de conserves repeintes anti-nucléaire, spectacles de rue avec "Zaristes" gesticulants, discours en tribune d'élus et autres princes du boniment, ça passe le temps. Pendant ce temps, les drapeaux noirs froient les drapeaux rouges et noirs. A.L., F.A., O.C.L., CNT-A.I.T. (les copains de Bordeaux sont là avec une méga bande-roule), CNT-Vigntoles, et des autonomes. Quel symbole ! C'est sympa tout ça ... de temps et temps. Il y en a qui tachaient, d'autres qui se côtoient sans mot dire. A faire se pâmer Raynaud, l'auteur de "Unité pour le mouvement libertaire", ce libertaire aboyant. Lorsque la manif se met en marche, tout notre beau monde noir et rouge s'engouffre dans les premiers rangs du cortège, coupant la route à la bourgeoisie verte au propre comme au symbolique. Et les anars, poumons au vent, se mettent à gueuler admirablement "NI ROUGE, NI VERT, SORTONS DU NUCLEAIRE", "COCHET, VOYNET, L'ETAT A SES LAQUAIS". Putain quel soleil, quel beau temps ! On les a fait chier tout le temps ces salopards de verts qui gueulent dans la rue... et trônent au gouvernement ! Les petites dames de chez Greenpeace (l'écolo-épicerie ambulante), nous ont trouvé violents. C'était charmant ! A la fin, la manif retournait au Capitole toujours rutilant avec ses putains de fenêtres au soleil. En arrivant, tous les anars ou approchant ont fait aux verts une haie de la honte, avec noms d'oiscars, slogans symboliques et pets tonitruants.

Je sais, les manifs c'est pas grand chose, c'est symbolique, c'est fait pour perdre son temps. On s'y amuse de temps en temps, on s'y désole le plus souvent, ça dépend des symboles et du temps. Mais faut pas désespérer, reviendra le temps où les symboles ne seront plus suffisants, où les cortèges feront des foules, où les foules auront tant d'orages qu'elles changeront le cours du temps.

Gaëtan, symbolique militant. ♦



MAC DO : SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS

Nous nous sommes retrouvés le samedi 13 octobre dernier, pour montrer notre solidarité envers les travailleurs de Mac Donald et plus généralement de la restauration rapide. Cette journée est également un hommage à Marc Hoplins, travailleur chez Mac-Do qui est décédé d'un accident de travail en 1982. Nous avons dénoncé comme chaque année la précarité, les cadences infernales, la flexibilité... Nous avons donc diffusé le plus largement possible des informations dénonçant les conditions de travail dans ce secteur, auprès des salariés et de la population à l'intérieur des restaurants : Quick, Pizza Hut, Mac Do.

L'accueil a été comme d'habitude très peu convivial de la part des managers et autres vigiles, qui s'échauffent rapidement à la vue d'un tract ou de militants. Pour s'en convaincre, en voici deux exemples vécus cette année :

La place du Capitole, c'est notre lieu de prédilection. Cette année, on arrive sans banderole, sans mégaphone. On est un peu fatigués, décalés avec l'événement majeur survenu à Toulouse (AZF

vient d'exploser). Le cœur n'y est pas trop dans cette campagne contre l'exploitation dans la restauration rapide. Et pourtant, c'est important d'être là, en ce jour d'anniversaire de la mort d'un travailleur de chez McDo, après la mort des travailleurs de chez AZF, pour défendre les exploités et dénoncer haut et fort le capitalisme. Alors, comme les années précédentes, j'essaie de monter à l'étage pour tracter. Mais le vigile m'arrête et me

demande ce que je vais faire. "Je vais retrouver des amis". "Non, vous n'avez pas de plateau, il faut consommer". Qu'à cela ne tienne, je fais la queue, prends un hamburger et monte les étages avec mon plateau. Une copine me rejoint sans plateau, vite rattrapée par le vigile qui l'oblige à redescendre. Je mange mon sandwich avec deux copains qui ont pris un café et nous laissons quelques tracts entre les plateaux et dans les toilettes, puis retour dans la rue. Ce samedi, ils nous attendaient donc, ils savaient dans leurs petites têtes de capitalistes que les "anars", comme ils disent, allaient venir faire leur foin. Le petit tract annuel les dérange donc ! Rendez-vous l'année prochaine !

Au Mac Do du Mirail, nous distribuons nos tracts aux employés. Quand c'est fini, un sous-chef, reconnaissable à la couleur de sa chemise (la couleur est hiérarchisante chez Mac Do), reprend nos tracts des mains des employés pour les mettre à la poubelle. Une discussion mouvementée commence alors entre nous et le directeur de l'établissement. Celui-ci affirme que les conditions de travail ont toujours été des plus acceptables chez Mac Donald, pour ne pas dire chaleureuses ! Ne sachant trop quoi répondre quand nous lui faisons remarquer que ses employés n'ont même pas le droit de lire nos tracts, il nous invite gentiment à retourner le distribuer, ce que nous faisons aussitôt. Un fois fait, l'œil "bienveillant" de ce directeur, posté juste à côté de nous, ne cesse de scruter les employés pour savoir lequel osera lire. Imaginez la suite... C'est vrai que ce genre de choses existe aussi ailleurs : lutons pour qu'elles disparaissent !

Nous avons ainsi visité plusieurs de ces "restaurants", et déposé des tracts en des endroits où nous sommes sûrs que le personnel pourra les voir avant le manager. Sans doute grâce à ce type d'action, entre autres, il semble que les travailleurs de la restauration rapide se laissent de moins en moins faire, comme le montrent les grèves dans plusieurs d'entre eux. La lutte continue...

Des militants ♦

CENTRE DE TRI D'AMIENS : SUD, SOLIDAIRE DU PATRON !

Depuis des années, la section syndicale CNT-AIT du Centre de Tri d'Amiens est pour les responsables locaux de la Poste "l'ennemi à abattre". Forcément : la CNT-AIT ne pratique pas la collaboration de classes et déploie une activité qui "gêne" considérablement la mise en place de la flexibilité et l'extension de la précarité.

Après de multiples menaces (en novembre-décembre 95, un cadre avait par exemple menacé des grévistes avec un couteau), puis la fermeture arbitraire du local syndical, c'est un militant de la CNT-AIT, connu pour son activité infatigable, qui a été agressé par un cadre... et c'est le militant qui a été condamné par le conseil de discipline de la Poste. Il est intéressant de savoir que, sur le Centre de tri, SUD, la CGT, FO et la CFDT sont représentés au conseil de discipline. Ils avaient déclaré unanimement qu'ils refuseraient de siéger, pour ne pas cautionner le patron. Pourtant, le 30 juillet 2001, ils ont siégé. Deux d'entre eux, la CFDT et SUD sont allés beaucoup plus loin (beaucoup trop loin pour des "syndicalistes" !) : ils ont voté avec le patron, une suspension (c'est-à-dire une interdiction de travailler) de 3 mois sans salaire !

SUD, qui se proclame "Solidaire" (et Unitaire et Démocratique), a démontré publiquement de qui il est "Solidaire" et avec qui il est "Unitaire" : le patron.

A Amiens, les masques sont tombés. Que ceux qui osent encore nous présenter SUD comme un syndicat "de combat", "différent", "révolutionnaire", et autres fariboles sachent que nous ne l'oublierons pas.

Les postiers du centre ont eu une attitude beaucoup plus digne que celle de SUD et autres syndicats institutionnels. En signe de solidarité, vingt postiers ont accompagné notre compagnon lors de "l'enquête disciplinaire". Nous laissons à ce dernier le mot de la fin : "Je considère que si mon adhésion à la CNT-AIT a pu servir de cible à la hôte pour m'attaquer, elle a aussi été très utile pour ma défense sans failles, et cela, les autres syndicats locaux ne sont pas prêts de l'oublier. L'anarcho-syndicalisme peut être à la fois un moyen organisationnel pour abattre la société de classes et le meilleur outil pour la défense au quotidien des travailleurs".

Vous pouvez adresser votre solidarité à : CNT-AIT, section PTT de la Somme,
151 rue DEJEAN, 80060 - AMIENS Cedex 09. ♦

LA PIEUVRE IFB

Une téléprospectrice d'IFB est venue nous rencontrer pour des conseils : "cette boîte, je n'en peux plus, c'est de l'exploitation au quotidien, on est traitées comme des moins que rien. Qu'est-ce qu'on peut faire pour contrer le patron ? Lui, il roule en Ferrari, pendant que nous, on trime pour 2 800 balles !

Un tract est élaboré en commun, elle écrit un article (publié dans Le Combat syndicaliste n° 70), elle discute avec des collègues dans la même galère. Rendez-vous est pris : nous irons tracter leur papier (signé CNT/ATT, pour préserver leur anonymat), un matin, à l'ouverture de la boîte.

La surprise fut grande ce jour là ! Le bordel a dépassé leurs espérances ! Le grand patron sort de l'entreprise, le ton monte, très haut. Une heure après, il convoque les responsables de sa boîte. Encore une heure plus tard, les vingt téléprospectrices qui bossaient ce matin là sont convoquées à une réunion extraordinaire avec le boss. Il leur demande de s'exprimer en toute confiance pour mettre à plat les conflits. Les langues se délient : les conditions de travail, les salaires, l'exploitation, le non respect... Une dizaine de personnes ont pris la parole ce matin là.

Le lendemain 21 septembre (avant qu'AZF n'explode), une lettre est remise en mains propres à ces dix personnes, sur leur lieu de travail : mise à pied immédiate, prenez votre sac et partez ! Vous serez convoquées pour un entretien de licenciement le 26 septembre.

Elles s'organisent, se téléphonent, se retrouvent dans un bistrot. La colère et la rage grondent, la détermination de se défendre se renforce. Rendez-vous est pris avec un avocat.

A l'entretien de licenciement, tout prétexte est bon à prendre pour le patron : le faible rendement, le peu d'intérêt au travail, tout pour justifier le licenciement des fauteurs de trouble. Quelques jours plus tard, elles reçoivent une lettre à leur domicile, stipulant qu'un mois de préavis est à effectuer. Comme elles peuvent, avec ce qu'il leur reste d'énergie, la trouille au ventre, elles repartent au boulot. Les jours passent, on les cantonne dans une pièce pour travailler sur les annuaires, la tâche la plus dure de la

boîte. Quelques jours plus tard, la nouvelle gérante (l'ancienne faisant partie du lot des licenciées !) déboule dans la pièce en leur disant : "Si c'est pour continuer à ne rien faire, vous pouvez partir !". Elles sont toutes d'accord et prêtes à partir, mais veulent une lettre assurant que le préavis sera payé. Une heure après, la gérante revient avec une lettre disant que le mois de préavis sera payé, mais stipulant dans un petit alinéa qu'elles ne faisaient pas leur travail. Elles refusent donc solidairement de signer et réclament le retrait de la phrase. Au bout d'une heure, comme rien ne revenait, elles appellent l'avocate, qui leur conseille de signer "sous réserve".

Fin octobre, elle retournent récupérer leur solde avant d'entamer le dossier aux prud'hommes. Le groupe est toujours solidaire dans sa détermination de "faire payer le patron", mais malheureusement aussi dans la précarité. Le salaire de septembre a été de 1 700F et les jours

à venir seront longs avant d'obtenir la reconnaissance de leurs droits. Leur lutte, elles la paient très cher. Les conséquences sur leurs vies sont largement au dessus des imaginations. Et pourtant, malgré la galère présente et à venir, elles veulent faire tomber celui qu'elles considèrent comme un exploiteur. En se défendant jusqu'au bout, en faisant de la propagande, des articles de presse. Pour lui, la mise à mort est finie. Pour elles, elle ne fait que commencer.

Les "pieuvres" du style IFB sont la force de la sauvagerie économique qu'on nous impose. Elles fondent leur réussite sur l'exploitation la plus criante et sont la preuve de la barbarie du système capitaliste. Il ne faut pas les laisser faire !

C'est pour un soutien massif que nous sommes à leur côté et faisons appel à la solidarité de tous ceux qui le peuvent et qui le souhaitent.

Un repas de solidarité avec les licenciées d'IFB aura lieu vendredi 14 décembre 2001 à 21 heures. (70 francs - s'inscrire en passant au syndicat le samedi de 17 à 19 heures ou en laissant un message sur le répondeur (05 61 52 86 48) avant le 12 décembre. ♦

FAC : MONITEURS EN COLERE



Des moniteurs ont commencé à s'organiser afin d'améliorer leur sort. Voyons un peu leurs revendications :

- certains n'ont toujours pas reçu leur salaire du mois de... juillet (nous sommes en novembre) !
- ils veulent que la journée de formation pour les inscriptions leur soit tout naturellement payée parce que c'est une journée de travail.

Y a-t-il à la fac deux statuts, deux traitements ? Pourquoi ne bénéficieraient-ils pas de la journée payée et chômée du 2 novembre comme les autres ?

- pourquoi le salaire du mois de septembre est-il réglé le 25 ... octobre ?
- Assez de retards dans la paye des vacataires !

(De "La bataille syndicaliste CNT-ATT", novembre 2001) ♦

SÉCURITÉ QUOTIDIENNE = FLICAGE PERMANENT

Le projet de loi relatif à la "Sécurité quotidienne", déclaré urgent par le gouvernement, a été adopté par l'Assemblée nationale le 31 octobre dernier.

Ce projet a pour objectif de préciser les dispositions augmentant les pouvoirs des maires en matière de "sécurité", mais également les "possibilités de lutte contre le terrorisme".

En matière de tranquillité publique, votre maire préféré a désormais la possibilité de décider seul, pour une période déterminée mais renouvelable, d'interdire aux mineurs de moins de 13 ans de circuler sur la voie publique entre 23 heures et 6 heures du matin, s'ils ne sont pas accompagnés par une personne titulaire de l'autorité parentale.

Pour les parents qui ont des enfants turbulents...

Sachez que, si vous ne répondez pas rapidement aux convocations de la police, lors d'une procédure judiciaire le concernant, vous êtes passible désormais d'une amende civile.

Si votre rejeton après cela n'a toujours pas compris la leçon...

Une peine non privative de liberté (sic !) c'est-à-dire une peine avec sursis, ou des travaux d'intérêt général... pourra être prononcée contre lui s'il a entre 10 et 13 ans !

Si votre enfant a moins de 13 ans, il pourra être désormais être placé sous contrôle judiciaire. Pour ceux qui ont entre 13 et 16 ans, les faits motivant le contrôle judiciaire sont également passibles de 3 ans d'emprisonnement !

Comme on le voit au travers de ces nouvelles dispositions, ce projet de loi n'a qu'un seul objectif : il vise avant tout à pénaliser le plus tôt possible l'activité considérée comme délictueuse des jeunes.

Pour soi-disant lutter contre le terrorisme...

Pour les terroristes qui ont peur de prendre l'avion et qui préfèrent circuler en voiture, sachez que la police peut désormais fouiller votre véhicule, coffre compris.

La police peut également perquisitionner sans votre consentement et quelle que soit l'heure (mais "seulement dans le cadre d'une enquête préliminaire pour

certaines infractions" - sic !).

Pour ceux qui prennent l'avion ou le bateau : sachez que les agents de la sécurité privée ont désormais le droit de fouiller vos bagages et surtout vous palper (à la main, même les parties sensibles, entre gens de même sexe uniquement).

Pour ceux qui utilisent internet : les fournisseurs d'accès à internet peuvent être soumis à l'obligation de mettre à disposition de l'autorité judiciaire les données personnelles des clients.



De même, il y a maintenant obligation pour les fournisseurs de prestations de cryptologie (codage des messages) de remettre à l'autorité judiciaire les conventions de déchiffrement des données qu'ils ont fournies.

Ce qu'il y a pour le moins d'embêtant avec ces mesures, c'est qu'elles ne permettent pas de définir avec précision ce qu'est un terroriste. Un terroriste, c'est qui, c'est quoi, qu'est-ce qu'il fait, contre qui il lutte, etc... nous n'en saurons rien en lisant cette loi.

Donc, il y a fort à parier que ces mesures, s'appliqueront, en priorité, à tout le monde, et certainement davantage encore à nos concitoyens déjà fortement stigmatisés du Maghreb. Toutes ces lois vont finir par produire de la haine sociale.

Et puis, ce qu'elles ont de très gênant, toutes ces lois successives, car elles ne sont pas les seules, c'est qu'elles finissent par avoir pour effet de nous habituer à trouver normal, et même nécessaire, de vivre dans une société de

plus en plus flicée.

Qui aujourd'hui remet en cause l'omniprésence de la vidéo-surveillance dans tous les lieux publics ? Il n'y a plus un bâtiment public, plus une seule rue des centres villes qui ne soit filmée en permanence par les caméras de la préfecture de police, pour soi-disant assurer notre sécurité qui est tellement menacée !

Mais de quelle insécurité s'agit-il encore de nous préserver dans cette débâcle sociale ?

Le bonheur sécuritaire reste la seule idéologie politique sur laquelle la classe moyenne de la société, c'est-à-dire environ la moitié de la population, s'exprime encore.

Les hommes politiques ne s'y trompent pas. C'est leur électoral qu'il faut protéger.

Certes, il y a des formes de délinquance qui augmentent, mais la pauvreté et le désespoir aussi. Si la délinquance est aujourd'hui mise au rang des problèmes majeurs de notre société par les experts du marketing électoral, au point d'en faire le centre des élections présidentielles à venir, c'est qu'elles présentent l'extrême avantage de pouvoir bénéficier d'un traitement politique efficace, contrairement au problème du chômage et de la pauvreté.

Pire encore, s'est-on intéressé aux effets produits par ces lois sur les jeunes eux-mêmes ? En quoi ces lois vont-elles modifier leur vision du monde, de la société dans laquelle ils essaient désespérément de survivre en jouant des coudes pour trouver place parmi les concurrents. Ne favorisons-nous pas chez eux une vision totalement éclatée de la société, sans lien ni attache anthropologique ? La société est devenue une image floue, démantelée.

Et toutes les questions fondamentales ? Tout cela n'est pas au programme. Pourtant, l'humanité n'est pas une foule, un amas d'individus, mais une pluralité de systèmes généalogiquement organisés. La civilisation du droit est-elle encore un sens quand elle l'oublie et met en prison ses enfants ?

Charles P. ♦

SOCIÉTÉ DE LA VIOLENCE, OU VIOLENCE DE LA SOCIÉTÉ ?

Il est impossible de nos jours, même au plus reculé des ermites, d'échapper au discours hypnotique sur la sécurité. Chacun de nous est sans cesse averti par les plus attentionnées des autorités médiatiques, politiques et policières (ou plus simplement médiatico-politico-policières) des graves dangers qu'il encourt en franchissant le seuil de sa porte. En effet, dehors, on agresse, on insulte, on vole, on viole, on est incivil, on tue, on s'étripe. Où ? partout : dans la rue, à l'école, dans les transports publics, etc...

Outré et caricatural, ce qui précède ? Certainement moins que les titres des magazines sur "Le cancer de la violence urbaine" et "Les chiffres noirs de la délinquance", que l'ouverture des journaux télévisés sur le moindre fait divers (avec les chiffres du chômage glissés furtivement à la fin) ; moins que (au hasard) : "On dirait des animaux (les jeunes délinquants), livrés à leurs seuls instincts, ne respectant rien... Du risque d'un certain retour au primitif ... parce qu'ils se conduisent en jeunes fauves. Désocialisés. Sans conscience" (1) ; que "Les violences en milieu scolaire ... constituent des cancers sociaux que rien ne semble pouvoir enrayer" (2) et que "La dichotomie "armée aux frontières-enemi extérieur / police nationale-criminalité" a disparu... (l'Etat doit s'ouvrir) à des experts venus du privé" (3).

Certainement ni outré ni caricatural, parce qu'il ne fait que manifester l'essence de ce parti, le tournant du PS sur la sécurité. Tournant qui eut lieu au Colloque de Villepinte (octobre 1997) où Jospin déclara que les deux problèmes que doit résoudre en priorité le gouvernement sont le chômage et l'insécurité et que "La politique de sécurité doit faire prévaloir la responsabilité individuelle sur les excuses sociologiques". Le racisme, la société de classe, le chômage et la précarité ? Rien que de sociologiques excuses !

Ces extraits qui nous plongent dans la plus profonde insécurité mentale ne sont pourtant que le discours le plus banal de "nos élites". Discours qui contient en particulier l'idée d'une dégra-

dation et d'une décadence continue de la situation, l'explication de celle-ci par la criminalité (voire la barbarie et l'animalité) intrinsèque des jeunes délinquants (voire, position plus clairement raciste, celle de leur culture d'origine s'ils sont immigrés) et une seule solution : la répression (théorie de la "tolérance zéro", importée des Etats-Unis).

Où, il s'agit bien d'un discours pré-fasciste, de même qu'il s'agit bien d'un discours mensonger.

Les menteurs et leurs mensonges.

Avant le mensonge, étudions les menteurs. Le discours dominant décrit plus haut n'aurait pas l'influence qu'il a sans le concours des médias. Ceux-ci sont dans ce domaine non seulement motivés par le banal appât du gain ("l'insécurité" est un sujet qui excite la

curiosité potentielle du lecteur) mais surtout par leur parti-pris dans le conflit social. On le sait : dire qu'ils sont partiaux est partiel. Ils ne se rangent pas seulement du côté de la classe dominante, ils appartiennent à cette classe. En la défendant, ils se défendent. Traduction dans les faits : pas ou peu d'enquête longue et compréhensive sur le terrain ; les chiffres cités sont ceux de la police ou des RG. Quant aux "experts" appelés pour les commenter, ce sont le plus souvent des marchands de sécurité (4). Enfin, la réalité est déformée dans le sens de l'aggravation, de la dramatisation et du catastrophique ; la situation serait inédite, se dégradant de jour en jour et exigerait donc une répression d'une sévérité extrême.

Avant d'aller plus loin, observons des exemples de ces "experts" antiproclamés auxquels font souvent appel les médias : Alain Bauer et Xavier Raufer. Le premier, actuel chef de la principale obédience maçonnique de France (le Grand Orient de France), ex-responsable de l'Unef-ID et chargé de mission auprès du cabinet du Premier ministre Rocard, possède sa propre société de conseil en sécurité. Le second, omniprésent à l'an-

SUITE PAGE 14



tenne après les attentats de New York, est en réalité un ex-membre des groupes néo-nazis "Occident" et "Ordre Nouveau". L'ex-socialiste et l'ex-néo-nazi se sont retrouvés. Ils ont publié ensemble un opuscule dans la célèbre collection grand-public "Que-sais-je ?" sur les "Violences urbaines". C'est à ce genre d'individus, présentés comme des universitaires, que s'adressent les journalistes à chaque émeute dans les banlieues, à chaque montée de la protestation populaire. Par ailleurs, les chiffres cités dans les enquêtes ne sont pas ceux d'instituts indépendants, obtenus par des enquêtes objectives, mais ceux du ministère de l'intérieur, ou de "travaux" à la validité scientifique plus que douteuse (2), repris en un écho purement et servile par les médias. Or, ces chiffres sont souvent manipulés et même carrément faux.

Exemple de cette manipulation : Bauer & Rover dans leur "Que-sais-je ?" affirment que la délinquance juvénile a quadruplé en 5 ans et s'est étendue géographiquement, en citant les chiffres de la section des RG (3) spécialisée dans les "violences urbaines" et longtemps dirigée par Lucienne Bai-Trong. Or, cette dernière, dans une interview, avoue que les chiffres ont été établis au début des années 90 en comptabilisant ce qui se passait dans 400 "quartiers sensibles", alors qu'en 1998, la police qui disposait de beaucoup plus de moyens pour le faire, avait comptabilisé les chiffres dans 1171 quartiers ! Il est évident qu'en cherchant dans une zone géographique plus

étendue, on trouve un nombre de délits plus important. Et il est facile mais faux, en présentant les chiffres bruts et en "oubliant" de rappeler que la base de l'étude a été multipliée par trois, de conclure à une explosion de la délinquance juvénile et une dégradation alarmante de la situation.

En fait, si on examine les chiffres mêmes de la police et non des RG, le point de vue est sensiblement différent : d'après ces statistiques, si les coups et blessures ont augmenté depuis 30 ans, de même que les vols et cambriolages, les viols, les dégradations de bâtiments publics et agressions de représentants de l'autorité, on est loin de l'explosion souvent décrite. Encore faudrait-il pouvoir discuter ces chiffres, les mettre en perspective, vérifier comment ils ont été établis, car il est facile de les gonfler par exemple en ne précisant pas ce qu'on comptait avant et ce qu'on compte maintenant (4) ou en ne tenant pas compte de circonstances particulières (voir "Le coup du téléphone") ou de la modification des pratiques déclaratives. C'est très probablement ce qui se passe pour les petits vols mais aussi pour ce crime qu'est le viol : l'augmentation enregistrée résulte probablement plus du nombre de victimes qui osent maintenant porter plainte que de l'augmentation du phénomène.

Un autre bon exemple de l'augmentation artificielle du chiffre de la délinquance nous est fourni par la drogue. Cet exemple montre bien comment la loi peut faire le délinquant : les drogues

douces sont interdites, le simple consommateur qui se fait prendre est comptabilisé dans les chiffres policiers de la délinquance. Supposons maintenant que la loi devienne plus dure et que l'alcool soit interdit : du jour au lendemain, les 6 millions d'alcooliques français deviendraient des délinquants et provoqueraient la plus forte explosion de délinquance jamais enregistrée dans l'histoire. Faisons maintenant la supposition inverse. Si, comme dans pratiquement tous les pays civilisés, la consommation de cannabis est dépénalisée demain en France, les statistiques de la délinquance se dégonfleront, par ce miracle juridique, d'un fort pourcentage (5). Autre exemple, celui qui concerne le lien entre délinquance et immigration. D'après le Front National, ce lien est étroit puisqu'il y a 30 % d'étrangers dans la population carcérale alors que leur proportion s'élève à 7% de la population générale. Seulement, ce qu'"oublie" de dire le FN, c'est que 90% des étrangers détenus en France le sont pour infraction à la police des étrangers (immigration clandestine) et non parce qu'ils ont commis un délit contre les personnes ou les biens.

Autre remarque de bon sens, mais systématiquement "oubliée", elle aussi : si les pouvoirs publics comptent tout ce qui augmente, ils ne font jamais état des violences qui diminuent. Ainsi, aucun représentant de la classe médiatico-politico-policrière ne parle jamais de l'effondrement du nombre d'incendies criminels de granges (vengeance classique et fréquente dans le monde paysan au moins jusqu'aux années 1950) (6), pas plus que de la presque disparition des chèques sans provision.

Il est peu de domaines dans lesquels on peut avoir des certitudes. C'est essentiellement dans les cas les plus graves. Ce qui surprend dans ces cas, c'est plutôt la stabilité des chiffres. Un bon exemple est fourni par les homicides : on ne compte dans cette rubrique que les personnes réellement mortes. C'est un critère objectif à ce jour (car on ne compte pas encore les "demi-mortes", même si des "spécialistes" de l'insécurité sont certainement prêts à franchir le pas !). Et bien, le taux d'homicide reste remarquablement constant depuis trente ans en

SUITE PAGE 15

Ridicule

Alain Bauer signe son "Que-sais-je ?" en tant qu'"ancien vice-président de la Sorbonne". Peste. Le simple nom de cette université prestigieuse, ça vous en bouche tout de suite un coin. Vous avez l'impression que vous allez lire l'œuvre d'un grand universitaire, d'un chercheur au faite de sa réputation.

Que nenni, jeune homme, si le titre est légal, la réalité est franchement rigolote : Alain Bauer n'a jamais été professeur à la Sorbonne, il y a simplement... usé ses fonds de culottes ! Le fameux ancien-vice-président était... le vice-président étudiant (équivalent du délégué des élèves dans un collège), élu par quelques congénères non pas sur la base de "travaux" scientifiques mais sur son étiquette politique !

Tout cela me rappelle l'histoire d'un de mes voisins qui, voyageant à l'étranger, se faisait donner avec beaucoup de cérémonie et le plus légalement du monde du "Monsieur le Président", parce qu'il présidait... l'association de pétanque du village !

sent pour les exploités.

On le voit : replacées dans leur contexte, la majorité des "violences urbaines" paraissent du coup moins "gratuites et irrationnelles". Elles sont au contraire un des coûts que le système capitaliste nous fait payer pour son irrationalité et les injustices qu'il génère. Si elles conservent tout de même un manque de rationalité, c'est qu'elles manquent de lucidité politique sur l'adversaire à abattre et touchent essentiellement les opprimés eux-mêmes, soit en tant que victimes innocentes de la violence des autres (les victimes appartiennent pour la plupart aux classes exclues, les moyennes et grandes fortunes savent se mettre à l'abri) soit en se retournant contre soi (voir le taux de suicide en augmentation constante depuis vingt ans chez les jeunes).

On voit donc en quoi le discours sur la violence urbaine est idéologique. En parlant sans cesse d'insécurité, il occulte l'insécurité essentielle : celle du capitalisme, du chômage, de la précarité et de l'angoisse pour l'avenir qui touche la majorité de la population. En criminalisant la classe la plus pauvre, il s'évite d'avoir à évoquer la violence des institutions, des groupes dominants et de mettre ainsi en danger leur domination. De plus, ce discours divise et oppose les "bons pauvres" aux "mauvais pauvres". C'est bien sûr une façon de "diviser pour régner" pour éviter que la classe défavorisée, poussée par son désespoir, ne cherche à s'unir et à abattre le système de classes. Enfin, après avoir utilisé le thème de "l'insécurité" comme dérivatif, il l'utilise comme justificatif inespéré d'un pouvoir "assurant la sécurité des citoyens" alors qu'il a perdu toute crédibilité par ailleurs et que plus personne n'en attend la moindre amélioration de sa situation.

Le souci que chacun peut avoir pour sa sécurité, son intégrité physique et celle de ses proches est un sentiment naturel et universel et il est légitime que les besoins de cet ordre soient satisfaits. Il ne faut pas mépriser la souffrance des victimes ni légitimer des violences injustes. Toute la question est celle des causes de la violence et des solutions à celle-ci et surtout tout le scandale, c'est une société de pompiers pyromanes qui

Le coup du téléphone

Les vols de téléphones portables ont véritablement explosé en quelques mois et ont gonflé les statistiques de la délinquance (plus de la moitié des vols à certaines périodes). Deux remarques importantes méritent d'être faites :

D'abord, il faut constater que le matraquage publicitaire a été extrêmement bien étudié par les meilleurs spécialistes de la communication. Il a créé un besoin irrépressible chez les jeunes. Il a ainsi joué, pour beaucoup de ceux qui ne pouvaient pas se payer un portable, le rôle d'un véritable poussé-au-crime.

Deuxièmement il est possible et facile de rendre les vols sans intérêt : depuis toujours, les opérateurs ont un outil informatique pour bloquer la connexion au réseau GSM des appareils dérobés. En effet, un portable enlève non seulement son numéro d'abonné mais aussi son IMEI (International mobile equipment identity). Au moment où, l'appareil étant déclaré volé, les opérateurs bloquent le numéro d'abonné, ils pourraient sans aucune difficulté bloquer le numéro IMEI et rendre le portable inutilisable. Mais ils ne le font pas. C'est ce que "Le Monde" (1er sept. 2001) appelle suavement "une négligence des opérateurs". Une "négligence" qui rapporte (les vols cachent généralement aussitôt un portable) et qui arrange bien le complexe médiation-politico-policière en lui fournissant enfin une explosion de délinquance !

utilise la violence qu'elle a créée pour mieux renforcer son pouvoir, générateur de nouvelles violences.

Antoine

²⁴ Cet article est très largement inspiré du livre de Laurent Muccieli "Violences et insécurité", Éditions la découverte, 2001.

(1) "Marianne", 5-11 janvier 1998.

(2) Le Secrétaire général du syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale.

(3) "Le Figaro", 27 novembre 1997.

(4) Sur le développement de ce marché, voir "Sécurité business" dans "Le Combat syndicaliste" de juillet-septembre 2001.

(5) C'est une règle de la recherche : les travaux doivent être publiés, avec leurs sources et leur méthodologie, avec suffisamment d'informations pour pouvoir être vérifiés par d'autres équipes. Les "spécialistes" du sécuritarisme "oublient" bien souvent de publier le matériel et la méthode de leur recherche même s'ils n'oublient jamais d'afficher leurs "résultats" fracassant dans les médias. Des lecteurs, chercheurs en sciences humaines, nous ont fait savoir qu'ils n'avaient jamais pu analyser les principales études dont la presse fait ses gorges chaudes du fait de leur non publication.

(6) RG : Renseignements Généraux, service de police spécialisé dans le renseignement, la surveillance politique, sociale...

(7) "Comme le disait mon maître d'école... on n'additionne pas des cornichons avec des bananes". Or les statistiques du ministère

de l'éducation et de la police non seulement additionnent les bananes avec les cornichons, mais les multiplient (...) les scribouillards des ministères cataloguent dans la rubrique violence tout et n'importe quoi... avoir mangé le goûter d'un camarade, avoir versé du Mir dans les toilettes..." sont maintenant répertoriés et font artificiellement exploser les chiffres de la délinquance ("Zéro de conduite", Le Combat syndicaliste, mars-avril 2000).

(8) De multiples rapports rédigés par des institutions de l'État lui-même (Rapports du Comité d'Éthique, Rapport Roques, Commission Herrerio, ...) ont établi que les drogues douces sont bien moins dangereuses que l'alcool. Ce n'est donc pas pour des raisons de santé publique mais bien par un choix politico-policière assez cynique que le gouvernement maintient en vigueur la législation la plus répressive d'Europe. Il faut dire que, si le consommateur blanc issu de milieux aisés ne va plus en prison quand il se fait prendre avec du cannabis, les jeunes de couleur ou de milieux pauvres continuent d'y aller : il est facile pour la police de les étiqueter "revendeurs", même quand ils sont simples consommateurs.

(9) Sur ce point, il est intéressant de noter qu'il y a une sorte de "transfert de pratique" : les voitures ont en quelque sorte remplacé les granges, qui constituaient souvent à l'époque l'essentiel des moyens de vie d'un paysan.

(10) "Le Canard Enchaîné", 14 nov. 2001. ♦

Les syndicats réformistes sont nocifs !

Les syndicats réformistes et notamment les grandes centrales syndicales CFTC, FO, CFDT, et CGT sont-elles Nécessaires ? Utiles ? Dangereuses ? Nocives ? Mortelles ? Vieux problème qui, à chaque période d'agitation sociale, à chaque conflit en entreprise, ressurgit comme un serpent de mer.



J'ai même participé à quelques débats houleux de cégétistes où certains compagnons - pourtant peu suspects de réformisme - fatigués et découragés par l'absence de lutte sociale finissaient par se dire que tout compte fait, la situation étant ce qu'elle était, finalement, "il valait mieux dans une entreprise avoir un syndicat réformiste plutôt que pas de syndicat du tout". Militant salarié dans une grosse entreprise sous la bannière (fragile et fière) de la CNT-AIT, j'ai quotidiennement l'occasion de méditer sur le rôle des syndicats réformistes dans la défense des intérêts des travailleurs. En 20 ans de boulot, je n'ai jamais vu les syndicats accompagner une lutte, la susciter, pas même la défendre malgré les apparences. Lorsque luttes il y a eu, elles ont toujours débuté par un rejet spontané, de la part d'une partie du personnel, des décisions prises par la hiérarchie (salaires, conditions de travail, statut du personnel). Les syndicats ont alors toujours agi de la même façon et dans le même ordre croissant de pression sur les gens : tentative de calmer le jeu < essai de se placer en intermédiaire entre les excités et la hiérarchie > suivi de la lutte en la cadrant du style "manif - AG - manif - pétition" < négociation secrète ou officielle > fin de la lutte, fermez le banc. Et ce n'est rien de dire que les "acquis" n'avaient rien à voir avec les revendications de départ. Mais ce que j'ai le plus souvent observé, et de loin, c'est carrément la négociation avant même la lutte pour signer à notre place l'acceptation d'une dégradation des conditions de travail ou du niveau de salaire (cf. "les 35 heures"). Et on connaît la combine : La CFTC signe des 3 mains (il y a celle de Dieu en plus) la première version de l'ac-

cord, la CFDT rechigne puis signe la seconde version qui est la même que la première, et la CGT refuse de signer avant de nous dire de retourner bosser puisque "c'est cuit". Et ça roule comme ça depuis des années.

Mais même en dehors de ma boîte, je ne vois que cela : des syndicats qui gèrent le personnel pour le compte de la hiérarchie. Ce sont des gardiens de la paix sociale rémunérés par les patrons. Mon chef lit "Le Monde" pendant qu'on bosse. La page 10 du torchon daté du 9 Août 2001 était tirée "Le droit syndical tente de s'adapter à la mondialisation des grands groupes". Rien qu'à lire cette page, on est fixé. Je passe sur tous les exemples de collaboration de classe pour ne retenir qu'un seul aspect qui, pour moi, éclaire le plus sur ce qui fait agir les syndicats : leur financement par les boîtes. Je cite "le Monde". Chez Renault d'abord, lors d'un accord signé en Juin 2000 par toutes les centrales sauf la CGT, "...l'entreprise s'est engagée à doter les syndicats de moyens matériels et financiers. Chaque organisation ayant obtenu plus de 5% des suffrages aux élections professionnelles bénéficie d'une subvention de 300.000 F à laquelle s'ajoute une somme (laquelle ?) proportionnelle selon le nombre de voix". Avec en prime "un crédit de 600.000 F pour chaque fédération de la métallurgie". Enfin sont créés des postes de "délégués centraux", rémunérés par Renault, et qui peuvent faire du syndicalisme à plein temps. Si ça, c'est pas vivre aux crochets de la boîte, j'embrasse un cégétiste ! Second exemple chez le concurrent Peugeot, même type d'accord en Juin 2001. Création de "délégués centraux" payés par la "Peuge" qui bénéficieront d'une subvention de 40.000 F. Idem au Crédit Lyonnais où le 2 Juillet 2001, la CGT, la CFTC et FO ont signé un accord créant 30 postes de délégués centraux, et 45 postes de délégués régio-

naux, tout ça payé par la banque, avec une dotation de fonctionnement de 200.000 F. Et pour finir, je me délecte à vous lire la phrase lumineuse prononcée par Daniel Sanchez, secrétaire CGT de la métallurgie : "Ces accords marquent une forme de reconnaissance du rôle et de la place des organisations syndicales dans la vie de l'entreprise."

Chez AOM, les syndicats presque unanimes ont voté pour un plan de "sauvetage" prévoyant 1400 licenciements. Et dans la foulée, ils se sont réunis pour fixer les critères de licenciement. Filer son accord pour virer 1400 personnes, c'est fort. Mais organiser les opérations de mise à la porte, c'est très fort, merci patron !

Paul B ♦

AZF : "Si toutes les usines allaient aussi bien, ça ne serait pas si mal"

Toujours plus fort : les syndicats s'assoient sur les cadavres pour nier tout danger après le plus tragique accident industriel jamais survenu en France : "Patron et salariés d'AZF d'accord devant l'enquête parlementaire", titre "La Dépêche" du 29 XI 01. En effet, quand une commission pose des questions sur le "pourquoi" et le "comment" de l'explosion d'AZF, le patron et les syndicats répondent en chœur : "Nous avons fait tout ce qu'il fallait" (ou presque tout, dans la version syndicale) et "Il n'y a plus aucun risque, il faut reprendre la production". La CGT, par la bouche de son chef local, Mignard, affirme "On pourrait utiliser 60 % des installations". Et FO, pour ne pas être en reste, déclare "Cette usine n'était pas si mal que ça. Si toutes les usines allaient aussi bien, ça ne serait pas si mal" (Henri Muncassin, délégué FO d'AZF). Pour les syndicats réformistes, une explosion qui souffle un tiers de Toulouse c'est donc un exemple à suivre pour l'industrie ! Il fallait oser atteindre ce niveau d'irresponsabilité et de mépris des victimes. C'est fait. On comprend que le patronat soit prêt à payer très cher pour ça. ♦

Si tu veux la guerre, prépare ton opinion publique à la guerre

Au cours de l'histoire, ancienne ou récente, les exemples de manipulation de l'opinion à des fins guerrières abondent : provocations grossières rapidement éventées ou constructions machiavéliques et cauchemardesques des services spéciaux aux logiques obscures ; qu'importe le moyen, le résultat seul compte : emporter l'adhésion massive des citoyens à l'idée que la guerre est non seulement inévitable, mais encore profondément souhaitable, entièrement légitime, sainte en quelque sorte...

Or les spécialistes en la matière vous le diront, rien ne sanctifie jamais autant une guerre que le sang des martyrs, l'union sacrée ne se fonde jamais si bien que sur la légitime défense. La veille des attentats, Le Monde (n° 17613) titre avec une certaine légèreté : la peur de la récession américaine, George W. Bush "cherche désespérément le moyen de relancer l'économie". Sans se livrer à des commentaires désobligeants et tout à fait inconvenants dans la circonstance, peut-être est-il encore permis d'effectuer certains rapprochements, peut-être est-il souhaitable d'explorer ce genre de raccourcis vertigineux qu'emprunte parfois l'histoire.

Le spectre de la récession hante les couloirs des bourses. La "mondialisation", à grands coups de concentrations, crée certes du profit à court terme, mais aussi du chômage de masse et donc, de la sous-consommation à long terme. Attendus et invités à rejoindre le paradis où tout s'achète, les millions de citoyens de l'ex-empire soviétique s'attendent à cultiver leur jardin, le tiers-monde pillé mais sommé de se développer s'enforce dans la misère : la sous-consommation s'installe, la récession gagne du terrain... Le capitalisme en proie à des crises de croissance récurrentes opte en général in fine pour une solution certes traditionnelle, vieux jeu en quelque sorte, mais qui à l'immense mérite d'avoir fait ses preuves : la guerre ! Si dans un premier temps la guerre gèle l'économie, les destructions engendrées et bien évidemment les reconstructions qu'elles impliquent finissent par relancer le processus d'expansion, c'est du moins la recette qui a été appliquée avec l'épouvantable succès que l'on sait lors des deux précédents conflits mondiaux.

Les Etats-Unis ont-ils été contraints à la guerre ou bien une situation écono-

mique mondiale instable a-t-elle pu conduire certains experts en déstabilisation à jouer avec le feu, y aurait-il eu une machination dont la conduite aurait "totalement" échappé à ses instigateurs, avec les résultats terribles que l'on connaît déjà ? Un certain nombre de faits troublants ont été rapportés dans la presse. Dans le n° 17616 du journal Le Monde, nous apprenons avec stupeur que l'ennemi public n°1, Ousama Ben Laden, a été recruté par la CIA en 1979 à Istanbul. Chargé de la logistique (acheminement d'armes et de volontaires pour l'Afghanistan), puis responsable du financement, il restera pendant 10 ans l'interlocuteur privilégié de ce service en Afghanistan. Les bases et caches sophistiquées qu'il occupe là-bas ont été construites par la CIA. De nombreux talibans y ont été formés, entraînés par ce même service, également très présent au Pakistan. Il s'agissait alors de contrer l'expansionnisme soviétique en s'appuyant sur les islamistes radicaux les plus extrémistes. Après l'implosion de l'URSS, la politique américaine a peu changé dans cette partie du monde...

Dans les années 90, l'ex-interlocuteur privilégié de la CIA se retourne contre ses anciens amis et, quelques attentats très sanglants plus tard (trade world center 1993, Ambassade US de Nairobi), se retrouve promu ennemi public n°1 avec une récompense de 5 millions de dollars sur la tête. Tout ceci n'empêche pas cet homme, apparemment insaisissable, de rester en excellents termes avec le prince Turki, chef des renseignements saoudiens, curieusement remplacé trois semaines avant les derniers attentats (rappelons que l'Arabie Saoudite sert de tête de pont aux USA dans la région). On peut légitimement

supposer qu'un individu de cet acabit et son organisation "Al Qaida" - dont l'extrême dangerosité semblait patente même avant le 11 septembre - avait été placés sous haute surveillance. On est en droit d'imaginer que des services dont la fonction essentielle consiste à accumuler des renseignements en infiltrant au plus haut niveau possible des structures de ce type même les plus imperméables ont effectivement fait leur "boulot"...

Dans le déluge d'informations qui nous submerge chaque jour, on apprend, maintenant, qu'un certain nombre de pilotes kamikazes étaient connus et plus ou moins surveillés, qu'un Iranien résidant en Allemagne aurait tenté d'avertir les autorités américaines, sans que ses dires ne soient pris en compte, que les 5 et 6 septembre, lors d'une réunion du petit monde du renseignement à Paris, les services français auraient transmis à leurs homologues américains des informations alarmantes sur des menaces terroristes... Peut-on raisonnablement penser qu'une opération de cette envergure, nécessitant autant de "professionnalisme" et de technicité ait pu complètement échapper au moins dans sa préparation, forcément longue, à la détection des services de renseignements ? Ces dysfonctionnements relèvent-ils d'un malheureux concours de circonstances, (saturation par sur-information, rivalités entre factions, prévention-

"l'ex-interlocuteur privilégié de la CIA se retourne contre ses anciens amis"

arrestation contre infiltration-manipulation), de la simple incompétence (Famous But Incompetent comme ironiseront certains mauvais esprits), ou bien y aurait-il une autre explication ? Nous ne le saurons probablement jamais.

La guerre est là, qui apporte la réponse à toutes les questions, en fermant définitivement les bouches. Mais les éternels figurants de l'histoire, innombrables et innocentes victimes de scénaristes sans réelle imagination, se laisseront peut-être du rôle de macchabées à plein temps qu'on veut leur faire jouer. Milliardaires d'ici ou d'ailleurs, ceux qui sont cause des guerres n'en meurent jamais, car ce sont eux les tyrans.

Mimiche ♦

La police dans la Sac

Il y avait des militants français, qui présentaient encore la SAC (Confédération Suédoise des Travailleurs) comme une organisation anarcho-syndicaliste. Certains étaient allés défilier avec elle à Göteborg, voici quelques mois, puis ils se sont retrouvés cet été à Masseube (Gers) avec elle. Ils n'y sont pas allés pour rien : "Parmi (les membres des Vignoles) ça a été une énorme surprise d'apprendre que la SAC était en dialogue avec la police pour la manifestation de Göteborg. Ils ont été encore plus surpris que les membres de la SAC ne s'attendent pas à ce que la police cesse cette coopération".

C'est la secrétaire générale de la SAC, Hannele Peltonen elle-même, qui avait fait le déplacement pour mettre les points sur les i et expliquer à ses petits camarades français la nécessité de collaborer avec la police : "La secrétaire générale de la SAC indique qu'il était correct de participer en coopération avec la police avant la manifestation de Göteborg. Pour elle, si cette coopération avait fonctionné comme elle aurait dû, la plupart des violences auraient pu être évitées. Mais, même si elle reconnaît que la SAC a été trop naïve, la coopération avec la police était nécessaire et prometteuse".

Ceux qui "découvrent" aujourd'hui la collusion entre la SAC et la police sont les véritables naïfs ! La SAC n'en a jamais fait grand mystère. D'ailleurs, les deux extraits ci-dessus sont traduits de "Arbetaren", son journal grand public (n°35/01), tiré à des milliers d'exemplaires, diffusé massivement en Suède et dans le monde entier. Notre rédaction le reçoit gratuitement. Nous supposons que, de la même façon, les groupes des Vignoles et de nombreux groupes libertaires le reçoivent aussi. De plus, on sait depuis longtemps que des flics sont adhérents à la SAC, et qu'au moins l'un d'entre eux a siégé officiellement jusqu'à l'an passé dans les instances centrales de cette organisation ! De même, la SAC avait affiché sa collaboration avec la police à la suite de l'assassinat d'un de ses militants par les néonazis. Elle a également dénoncé les "violences" de la manifestation de Göteborg.

Pour les personnes qui lisent notre journal pour les premières fois, nous précisons qu'une des caractéristiques des anarcho-syndicalistes est justement de refuser de syndiquer des flics (et toutes les forces répressives de l'Etat. C'est dans l'article premier de nos statuts) et d'entretenir quelque relation que ce soit avec les services policiers. A partir de là, n'importe qui comprend que la SAC n'est pas une organisation anarcho-syndicaliste ni libertaire.

Nous espérons simplement que ceux qui viennent de découvrir un peut tardivement ce qu'est la SAC en tireront les conséquences !

Var är polisen ? ♦

JoMo Friponas ! (JoMo triche !)

C'est le premier CD enregistré dans les studios de Vinilkosmo, et c'est un délicieux cocktail de chansons joyeuses et dansantes aux goûts latino, slave, country... en Espéranto (16,80 euros, port compris). "La landoj ekzistas ne" ("Les pays n'existent pas") sera le prochain CD de Mörice Benin. Une souscription est lancée par Vinilkosmo pour assurer sa sortie.

Pour tout renseignement : Vinilkosmo, 31450 Donneville.
Téléphone : 05 61 81 95 65. Site : <http://www.vinilkosmo.com> ♦

Bienvenue : une fois n'est pas coutume, nous souhaitons la bienvenue à Stienne, Louice et Guennolé (tous culs de 3 kg 500 et 51 centimètres), nous vous venus dans l'ortourage de notre journal ! ♦

Sur votre agenda

TOULOUSE :

Une permanence publique se tient au siège du syndicat, 7 rue St Remy, tous les Samedi de 17h à 19h. Une table de presse est assurée tous les Dimanche au marché St Sernin à partir de 10h30 ainsi qu'au RU du Mirail.

Vendredi 14 Décembre 21h

Répas syndical et convivial de solidarité avec les licenciés d'IFB. (70 francs). Inscriptions avant le 12 Décembre au syndicat (en passant ou sur le répondeur).

Mercredi 19 Décembre

A.G du Syndicat Intercu Toulouse : Bilans et perspectives.

MONTAUBAN :

Table de presse tous les Samedi au marché Prox Paris à partir de 10h30.

Samedi 15 Décembre

A la Maison du Peuple (rue Michelet), 14h30, débat public : "A.Z.E. Gollach... l'insécurité, c'est le capitalisme !"

In memoriam

DOLORES

Dolores nous a quittés. Militante anarcho-syndicaliste de toujours, pilier de la lutte anti-fasciste, solidaire, toujours solidaire ; l'hommage que nous rendons dans nos coeurs à Dolores Prat va bien au delà de ce petit billet. Il va à la militante du syndicat CNT-AIT du textile de Ripoll, à la combattante de la Révolution espagnole de juillet 36, à la femme de courage et d'espoir du long exil des révolutionnaires espagnols. Il va à cette grand mère qui n'oubliait rien de sa jeunesse, et qui, à bout de forces, à 90 ans passés, trouvait encore l'énergie de manifester, dans les rues de Toulouse, en solidarité avec les sans-papiers. Dolores Prat était rayonnante d'humanité. C'est avec une immense émotion que nous saluons la mémoire de notre amie disparue.

La rédaction du Combat Syndicaliste ♦

QUE CACHE LA SNPE ?

Parmi les différentes usines constituant le pôle chimique Sud de Toulouse, l'une d'elles est particulièrement discrète sur ses activités industrielles, c'est la SNPE.

SNPE, ça veut dire Société Nationale des Poudres et Explosifs... Tout un programme. C'est un groupe de droit privé n'ayant qu'un seul actionnaire... l'Etat et dépend du ministère de la défense. Et ce "groupe privé d'Etat" possède de nombreuses sociétés dont Isochem et Tolochimie. Le point commun entre ces trois sociétés : le phosgène, un produit toxique incolore et inodore, mortel sous forme gazeuse.

La SNPE, qui nous dit-on, ne fabrique plus de poudre depuis les années 70, fabrique du phosgène notamment pour Tolochimie et Isochem. D'ailleurs une canalisation aérienne de 1 900 m de long conduit le gaz mortel vers les filiales de la SNPE, en passant au-dessus d'un des bras de la Garonne. D'après les responsables du site, Tolochimie utiliserait le phosgène (jusqu'à 20 tonnes par jour) pour la fabrication de désherbants et de fongicides pour l'agriculture. Isochem, qui fabrique entre autres des produits pharmaceutiques, n'utiliserait le phosgène que pour 10 % de ses activités (lesquelles ?). Et une troisième société, finlandaise celle-là, Raisie, se servirait de phosgène pour rendre le papier moins absorbant d'encre. Rien que des activités essentielles et vitales pour la survie de l'humanité !

Nous fera-t-on croire que c'est uniquement pour fabriquer du papier et des désherbants que l'on stocke des tonnes de gaz mortel aux portes de Toulouse ?

Peut-être est-ce tout simplement pour de l'argent ? Les quatre sociétés AZF, SNPE, Tolochimie et Isochem font chaque année un chiffre d'affaire voisin des 2 milliards de francs. Si Total, ex-société d'Etat, a montré notamment

depuis l'affaire de l'Erika que tout était possible pour quelques millions de bénéfices, on pourrait s'étonner que l'Etat, propriétaire des trois autres sociétés, mette en danger la population Toulousaine pour des affaires de gros sous !

La mort de milliers de Toulousain vaut-elle 2 milliards de francs ? Car dans un média local, un ancien ingénieur de la SNPE expliquait peu après l'explosion que, si la conduite de phosgène s'était rompue, au vu de la force et de la direction du vent ce jour-là, c'était au bas mot plusieurs dizaines de milliers de morts par gazage qu'il aurait fallu dénombrer.

Visitant le site un mois après l'explosion, une équipe du collectif "Plus jamais ça, ni ici, ni ailleurs" décrivait l'état des installations avec précision. (dans l'encadré). Comme

le précise le compte rendu du collectif, "Si un projectile avait touché l'une de ces cuves (comme cela a été le cas avec une cuve voisine de méthanol) rien n'aurait empêché le phosgène de se répandre". Edifiant !

Alors pourquoi les pouvoirs publics et certains médias font-ils le forcing pour le redémarrage de la SNPE ? Pourquoi Douste Blazy et la plupart des élus nous parlent-ils de la fermeture de AZF, qui est totalement détruit, et pas de celle de la SNPE ? Nos vies valent-elles moins que les 2 milliards de chiffre d'affaires ? Les engrais et herbicides ont-ils un tel intérêt stratégique que l'on puisse prendre le risque de gazer la population Toulousaine ? Ou la SNPE fabrique-t-elle autre chose qu'un produit industriel pour engrais, désherbants et pâte à papier ?

Le phosgène a été utilisé jadis dans la fabrication

d'armes chimiques. Qu'en est-il aujourd'hui ? Que cache cette obstination à nous faire risquer notre peau ?

La SNPE, c'est l'Etat. La décision de fermeture de cette fabrique de mort appartient donc à l'Etat et à son gouvernement. Si l'Etat ne le veut pas, la population doit le lui imposer. ♦

VISITE DE LA SNPE :

"SNPE : Le bâtiment de la chaufferie n'est pas en forme... les bâtiments carrossés en plaque de fibrociment ou tôle d'acier ont beaucoup souffert..."

"Dans le quartier du phosgène, le plafond et l'insolation du bâtiment sont partis. La déformation du toit est telle qu'il a fallu faire des trous dans les points bas et coller des tubes de gouttières pour récupérer l'eau de pluie... La poutrelle métallique principale du toit est déformée..."

"Dehors, au grand air, face à AZF, les fûts de 950 kg de phosgène (19 pleins, et 36 vides) dorment tranquillement sous bâches pour éviter les regards indiscrets... Les fameuses cuves semi-enterrées de phosgène sont en fait des cuves en sous-sol, dans un local en dépression... Les tôles de la paroi Nord de ce local sont neuves. En effet, le souffle de l'explosion ou des projectiles ont éventré cette paroi..."